

DAG-CT
Secteur Achats – Marchés – Gestion des Biens
Pôle Juridique Marchés
Dossier suivi par : MB/NB
Date : 28/07/2026

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Groupement de commandes pour
le gardiennage des locaux
d'organismes de sécurité sociale
de PACA, Occitanie, Corse,
Mayotte et la Réunion

Règlement de la consultation (RC)

MAPA n°
Date limite de remise des plis

202626
23/09/2026 à 12h00

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Contexte

Dans le cadre d'une démarche de mutualisation, huit organismes de Sécurité Sociale ont, en application de l'arrêté du 19 juillet 2018, constitué un groupement de commandes afin d'aboutir à une procédure unique sous la conduite d'un « coordonnateur » pour le compte des « membres du groupement ».

Le coordonnateur du groupement a en charge :

- L'organisation de la procédure de consultation jusqu'à la désignation du titulaire,
- La signature et la notification de l'accord-cadre avec le titulaire,
- Le suivi des montants consommés dans la limite des montants maximums,
- Le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre.

Les membres du groupement ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- L'exécution et le contrôle des prestations dans les conditions du cahier des charges,
- La passation et le suivi d'exécution des bons de commandes relatifs à l'exécution de leurs propres besoins,
- Le règlement des prestations et l'application des pénalités éventuelles en cas de mauvaise exécution.

1.2 Acheteur :

Le pouvoir adjudicateur, coordonnateur du groupement de commande, qui lance la présente procédure est :

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône
TSA 21333 - 13348 MARSEILLE Cedex 20
Représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général,

Ci-après désignée « CAF des BDR ».

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

Les membres du groupement de commande sont les suivants :

- la Caisse d'Allocations Familiales du Var située 75 chemin de la Loubière, BP 1405 - 83056 TOULON Cedex, et représentée par son Directeur ;
- la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes située 47 avenue de la Marne, 06175 NICE cedex 2, et représentée par son Directeur ;
- la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude située 18 Avenue des Berges de l'Aude, 11872 CARCASSONE, et représentée par sa Directrice ;
- la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales située 112 Rue Henry Ey, 66019 PERPIGNAN cedex 9, et représentée par son Directeur ;
- l'Union immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute Corse située 5-7 avenue Jean Zuccarelli, 20408 BASTIA Cedex 9 et représentée par son Directeur ;
- la Caisse d'Allocations Familiales de la Réunion située 412 rue fleur de Jade – CS 61038 97833 SAINTE-MARIE Cedex, et représentée par son Directeur ;
- la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte située Centre Kinga, Route nationale 1 KAWENI BP 84 - 97600 MAMOUDZOU, et représentée par sa Directrice ;

Le Directeur comptable et financier de chaque organisme membre du groupement est le comptable assignataire des paiements pour ce qui le concerne.

1.3 Description de la prestation :

Le contrat porte, pour tous les lots, sur les prestations suivantes : **Prestations de gardiennage pour la surveillance et la sécurité des locaux (personnes et biens) des membres du groupement de commandes.**

Code CPV	Libellé CPV
79713000-5	Services de gardiennage

1.4 Caractéristiques principales du contrat :

Coordonnateur du groupement	CAF DES BOUCHES-DU-RHONE																
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec maximum mono-attributaire de services																
Structure	8 Lots																
Lieux d'exécution	Départements des Bouches du Rhône, Var, Alpes Maritimes, Aude, Pyrénées Orientales, Haute-Corse, La Réunion et Mayotte																
Effet	L'accord-cadre prend effet à compter du 1 ^{er} janvier 2027																
Durée	La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction dans la limite de 4 ans à compter de sa date de prise d'effet. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R en tant que coordonnateur du groupement au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction Chaque organisme pourra recourir au lot de l'accord-cadre répondant à ses besoins à compter de la date mentionnée ci-après, correspondant à l'échéance de son contrat en cours, à savoir : <table> <tr> <td>CAF des BDR :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>CAF du Var :</td><td>1er janvier 2028</td></tr> <tr> <td>CAF des Alpes Maritimes :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>CAF de l'Aude :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>CAF des Pyrénées Orientales :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>UIOSS de Haute-Corse :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>CAF de La Réunion :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> <tr> <td>Caisse de sécurité sociale de Mayotte :</td><td>1er janvier 2027</td></tr> </table> En tout état de cause, l'accord-cadre arrivera à échéance au plus tard le 31 décembre 2030, et ce, pour tous les lots.	CAF des BDR :	1er janvier 2027	CAF du Var :	1er janvier 2028	CAF des Alpes Maritimes :	1er janvier 2027	CAF de l'Aude :	1er janvier 2027	CAF des Pyrénées Orientales :	1er janvier 2027	UIOSS de Haute-Corse :	1er janvier 2027	CAF de La Réunion :	1er janvier 2027	Caisse de sécurité sociale de Mayotte :	1er janvier 2027
CAF des BDR :	1er janvier 2027																
CAF du Var :	1er janvier 2028																
CAF des Alpes Maritimes :	1er janvier 2027																
CAF de l'Aude :	1er janvier 2027																
CAF des Pyrénées Orientales :	1er janvier 2027																
UIOSS de Haute-Corse :	1er janvier 2027																
CAF de La Réunion :	1er janvier 2027																
Caisse de sécurité sociale de Mayotte :	1er janvier 2027																

1.5 Allotissement et étendue du marché :

Le présent accord-cadre fait l'objet de l'allotissement suivant :

ALLOTISSEMENT
Lot n°1 : Gardiennage des locaux de la CAF des Bouches du Rhône
Lot n°2 : Gardiennage des locaux de la CAF du Var
Lot n°3 : Gardiennage des locaux de la CAF des Alpes Maritimes
Lot n°4 : Gardiennage des locaux de la CAF de l'Aude
Lot n°5 : Gardiennage des locaux de la CAF des Pyrénées Orientales
Lot n°6 : Gardiennage des locaux de l'UIOSS de Haute-Corse
Lot n°7 : Gardiennage des locaux de la CAF de la Réunion
Lot n°8 : Gardiennage des locaux de la Caisse de Sécurité sociale de Mayotte

Les candidats peuvent répondre à un seul lot, à plusieurs lots ou à tous les lots.

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-1 et suivants et R.2162-13 et suivants du code de la commande publique.

Les lots sont mono-attributaires, sans minimum et avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre toutes périodes d'exécution confondues.

En application de ces dispositions, ils se définissent comme suit :

Lot n°1 : Gardiennage des locaux de la CAF des Bouches du Rhône Montant maximum : 3 900 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°2 : Gardiennage des locaux de la CAF du Var Montant maximum : 483 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°3 : Gardiennage des locaux de la CAF des Alpes Maritimes Montant maximum : 1 472 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°4 : Gardiennage des locaux de la CAF de l'Aude Montant maximum : 345 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°5 : Gardiennage des locaux de la CAF des Pyrénées Orientales Montant maximum : 230 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°6 : Gardiennage des locaux de l'UIOSS de Haute-Corse Montant maximum : 234 600 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°7 : Gardiennage des locaux de la CAF de la Réunion Montant maximum : 1 403 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°8 : Gardiennage des locaux de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte Montant maximum : 4 680 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.

En revanche, conformément à l'article L2151-1 du code de la commande publique, les candidats ne peuvent remettre des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Les candidats sont informés que les montants estimatifs de l'accord-cadre sont les suivants :

Lot n°1 : Gardiennage des locaux de la CAF des Bouches du Rhône Montant estimatif : 3 000 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°2 : Gardiennage des locaux de la CAF du Var Montant estimatif : 420 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°3 : Gardiennage des locaux de la CAF des Alpes Maritimes Montant estimatif : 1 280 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°4 : Gardiennage des locaux de la CAF de l'Aude Montant estimatif : 300 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°5 : Gardiennage des locaux de la CAF des Pyrénées Orientales Montant estimatif : 200 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°6 : Gardiennage des locaux de l'UIOSS de Haute-Corse Montant estimatif : 204 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°7 : Gardiennage des locaux de la CAF de la Réunion Montant estimatif : 1 220 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.
Lot n°8 : Gardiennage des locaux de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte Montant estimatif : 3 600 000 € H.T. pour la durée totale du contrat reconductions incluses.

Ces estimations sont fondées sur les montants consommés durant les années précédentes par chaque organisme membre du groupement et sont communiquées aux candidats à titre informatif. Les montants maximums ont été élaborés afin de tenir compte de potentielles augmentations des besoins dans les années à venir. Il est rappelé que **seuls les montants maximums ont valeur contractuelle**.

1.6 Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

2.1 Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - marchés de services sociaux et autres services spécifiques - Code de la commande publique).

2.2 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

2.3 Règles relatives aux groupements

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque cotraitant ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Les candidats peuvent se présenter, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme pour la présentation de groupement d'entreprises. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des marchés (article R.2142-24 du décret du 3 décembre 2018).

2.4 Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 Déclaration sans suite

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2185-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure.

3. RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

3.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation,
- L'acte d'engagement incluant le bordereau de prix unitaires,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 : Liste des personnels à reprendre,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste, coordonnées et géolocalisation des sites,
 - Annexe 2 : Volume horaire par site,
- Le cadre technique de réponse,
- Le devis quantitatif estimatif de chaque lot.

Le CCAG-FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

3.2. Conditions d'obtention du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE par le lien <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le candidat devra impérativement retirer le dossier de consultation en le téléchargeant par ce biais.

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

L'adresse électronique communiquée par le candidat correspondant à une boîte aux lettres fonctionnelle valide et partagée est celle utilisée pour tous les échanges avec les candidats.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la CAF des BDR. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CAF des BDR est responsable du traitement

des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la CAF des BDR.

Le dossier de consultation peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des offres.

3.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation **soit le 17/09/2026**

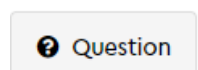
Les candidats devront alors répondre sur le dossier modifié sans pouvoir élever la moindre réclamation sur le sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les soumissionnaires devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE accessible via <https://www.marches-publics.gouv.fr> en suivant la procédure suivante :

- ☐ Identifiez-vous sur le site.
- ☐ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.
- ☐ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».



- ☐ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Les candidats adressent leur(s) demande(s) et/ou questions **10 jours calendaires** avant la date limite de remise des PLIS, **soit le 13/09/2026**.

Passé ce délai, plus aucune question ne sera prise en compte par la CAF des BDR.

L'ensemble des modifications ou précisions apportées fera l'objet d'un fichier question/réponses notifié au candidat inscrit sur le site.

4. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

4.1. Conditions de transmissions des plis – Présentation des candidatures et des offres :

La date limite de réception des plis est fixée au : 23/09/2026 – 12H00.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme « PLACE » : <https://www.marchespublics.gouv.fr>. Tout dépôt sur un autre site ou adresse électronique est nul et non avenue.

Les plis sont transmis en une seule fois. En cas d'envois successifs par un même candidat, seul le dernier pli réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixée par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles, etc. directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement de la plateforme PLACE.

- **Pré-requis technique**

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la CAF des BDR, les soumissionnaires doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Adobe R Acrobat R (.pdf)
- Word (.doc) ; Excel (.xls)
- Fichiers compressés au format Zip (.zip)

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

- **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

En cas d'allotissement, chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Dans l'hypothèse où le candidat souhaite insérer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir de les scanner avec une définition adaptée à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Au moment de l'archivage, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis, afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

- **Echanges électroniques**

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, l'ensemble des notifications sera fait via le profil acheteur et les soumissionnaires doivent mentionner dans leur dossier une adresse électronique opérationnelle pour ces échanges.

Par ailleurs, le candidat est réputé avoir été informé que l'organisme est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de l'organisme.

Tout soumissionnaire accepte l'utilisation des données nominatives collectées par les différents formulaires qui sont destinées à l'organisme pour permettre la bonne information de la procédure. Les données collectées seront communiquées aux seuls intervenants à la procédure à savoir le service gestion marché du responsable du traitement.

- **Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique, ont la faculté de remettre dans les délais impartis une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant OBLIGATOIREMENT la mention « **copie de sauvegarde** » et indiquer le nom du candidat. Ce pli doit comporter sur l'enveloppe la mention définie ci-dessous :

« Groupement de commandes pour le gardiennage des locaux d'organismes de sécurité sociale de PACA, Occitanie, Corse, Mayotte et la Réunion »

La copie de sauvegarde est ouverte par le pouvoir adjudicateur, lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte ; sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature est électronique. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le Pouvoir Adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Pouvoir Adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

La copie de sauvegarde doit contenir l'intégralité des documents visés dans le présent règlement de la consultation et parvenir à la CAF avant la date limite de remise des offres :

- Soit déposée contre récépissé à la C.A.F. au Secrétariat de la Direction de l'Administration Générale, de 9 h 00 à 15 h 00 du lundi au vendredi à l'adresse suivante :

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Secrétariat de l'Administration Générale – Niveau 6
215, Chemin de Gibbes
13014 MARSEILLE

Il est demandé au candidat d'informer de son passage par mail à l'adresse mail CAF13-BP-MARCHES@caf13.caf.fr avant son passage.

- Soit envoyée par tout moyen permettant de donner date et heure certaine à la réception du pli (recommandé avec accusé de réception...)

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Secteur Achats Marchés Gestion des Biens
TSA 21333
13348 MARSEILLE CEDEX 20

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ou remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas ouverts ni examinés ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

- **Assistance au dépôt électronique**

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

-guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;

-mode opératoire DUME pour les opérateurs ;

-assistance téléphonique ;

-module d'autoformation à destination des opérateurs ;

-foire aux questions ;

-lien vers des documents de référence ;

-outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

- **Signature électronique**

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement (signature manuscrite). Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement (présent dans le dossier de consultation des entreprises) au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise.

La signature électronique doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

La signature est au format XAdES, PAdES ou CAdES.

Le niveau de sécurité du RGS exigé par le pouvoir adjudicateur est de ** ou *** étoiles.
--

Les documents qui doivent être signés, le sont au moyen d'un certificat de signature électronique.

Le certificat devra être valide à la date de dépôt des offres. Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché.

Conformément à la réglementation en vigueur depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats RGS seront autorisés.

Une liste des certificats de signature électronique est disponible à l'adresse suivante :

[Obtenir un certificat de signature électronique — ANSSI](#)

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'existence d'un délai de quelques jours afin d'obtenir un certificat de signature électronique.

Les candidats sont donc invités à anticiper la demande de certificat auprès des organismes compétents au regard de la date limite de réception des offres.

Apposition de la signature électronique :

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement.

- **Rematéralisation**

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne disposerait pas de certificat de signature électronique au moment de la signature du marché, les candidats sont informés qu'il sera procédé à une re-matéralisation de cette offre par la signature de l'acte d'engagement sous forme papier.

Cette re-matéralisation consistera en la signature manuscrite de l'acte d'engagement par le représentant de la CAF des BDR, puis en la transmission par voie électronique du document papier signé scanné.

- **Présentation de la candidature et des offres**

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en français ou sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.2. Pièces à fournir au titre de la candidature :

A l'appui de leur candidature, il est demandé au candidat ou aux membres du groupement de bien vouloir créer un dossier « Candidature » et d'y indexer au sein de ce dossier les pièces de sa candidature de la manière suivante :

Nom indexé	Document attendu
DC1	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
DC2	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Decl_honn	Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L2141-5, L2141-7 à L2141-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 ou DC1 ;
Del_pouv	Le nom de la personne ayant le pouvoir d'engager la société parmi lesquelles figure le signataire des documents (accompagné de justificatifs) ; une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché ;
Ref	Liste des principales références en lien avec l'objet du marché.
Att_assur	Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Aut_exercice	Autorisation d'exercer de la société délivrée par le CNAPS
Ag_dirigeant	Agrément dirigeant à jour délivré par le CNAPS

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les candidatures seront examinées au regard des capacités financières, techniques et/ou professionnelles des candidats.

4.3. Pièces à fournir au titre de l'offre

Pour la transmission de son offre, il est demandé au candidat ou aux membres du groupement de bien vouloir créer un dossier « Offre » et d'y indexer au sein de ce dossier les pièces de son offre de la manière suivante :

Nom indexé	Document attendu	Caractère obligatoire
AE_lotX	L'Acte d'engagement pour chaque lot auquel le candidat répond, dûment complété	X
CTR_lotX	Le cadre technique de réponse obligatoirement complété pour chaque lot auquel le candidat répond <i>Préciser impérativement en page 1 le numéro lot concerné</i>	X
DQE_lotX	Le devis quantitatif estimatif	X
MT_lotX	Le mémoire technique facultatif venant préciser les éléments du cadre technique de réponse	
Cert_quali	Les éventuelles certifications qualité possédées par le candidat au marché	

En cas de discordance entre l'offre globale du prestataire et la décomposition de cette offre, l'offre globale prévaut. Les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont rectifiées par l'acheteur et le montant rectifié est pris en compte pour l'analyse des offres.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

L'absence d'une seule des pièces au caractère obligatoire énumérées ci-dessus ou tout document incomplet peut entraîner le rejet de l'offre.

5. JUGEMENTS DES OFFRES

5.1. Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critères Lots 1 – 3 – 4 – 5 - 6 – 7 - 8
1. L'organisation mise en place pour l'exécution du marché (40%)
<i>Sous critère 1 : Moyens de contrôle de la prestation (10%)</i>
<i>Sous-critère 2 : Gestion des absences (20%)</i>
<i>Sous-critère 3 : Gestion des commandes non planifiées (10%)</i>
2. Le prix (40%)
3. La qualité des moyens humains proposés pour l'exécution du marché et leur gestion (20%)
<i>Sous critère 1 : Expérience du personnel (5%)</i>
<i>Sous-critère 2 : Réactivité et pouvoir décisionnel du personnel d'encadrement mis à disposition pour l'exécution du marché (5%)</i>
<i>Sous-critère 3 : Volant des effectifs disponibles sur le département proposés pour l'exécution du marché (5%)</i>
<i>Sous critère 4 : Maintien et développement des compétences du personnel (5%)</i>

Critères Lot 2
1. L'organisation mise en place pour l'exécution du marché (40%)
<i>Sous critère 1 : Moyens de contrôle de la prestation (15%)</i>
<i>Sous-critère 2 : Gestion des absences (20%)</i>
<i>Sous-critère 3 : Gestion des commandes non planifiées (5%)</i>
2. Le prix (40%)
3. La qualité des moyens humains proposés pour l'exécution du marché et leur gestion (20%)
<i>Sous critère 1 : Expérience du personnel (5%)</i>
<i>Sous-critère 2 : Réactivité et pouvoir décisionnel du personnel d'encadrement mis à disposition pour l'exécution du marché (5%)</i>
<i>Sous-critère 3 : Volant des effectifs disponibles dur le département proposés pour l'exécution du marché (5%)</i>
<i>Sous critère 4 : Maintien et développement des compétences du personnel (5%)</i>

L'offre économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres sera déterminée en fonction des critères énoncés supra.

L'offre arrivée en première position à l'issue du classement final sera choisie.

5.2. Demandes de précisions :

Sur le fondement de l'article R2161-5 du Code de la commande publique, la CAF des Bouches-du-Rhône peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre.

Par « préciser », la CAF des Bouches-du-Rhône entend que le candidat devra communiquer par écrit les détails permettant de décrire plus clairement son offre ou de l'expliquer avec une plus grande exactitude.

5.3. Négociations :

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les 3 meilleurs candidats dans les conditions suivantes :

Ces négociations pourront porter sur l'ensemble des critères de jugement des offres, dans des conditions de stricte égalité entre les candidats ayant remis une offre. A l'achèvement de la négociation, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

La négociation fera l'objet d'une procédure écrite par mail via la plateforme PLACE.

Dans tous les cas les candidats admis à négocier sont avisés lors de la phase d'ouverture des négociations. Si nécessaire, la négociation peut se dérouler en plusieurs étapes.

La C.A.F. négocie librement avec les candidats retenus.

Dans les cas où le candidat ne répond pas ou répond hors délai, ce sera son offre initiale qui sera retenue pendant la négociation.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

5.4. Attribution

Conformément à la réglementation en vigueur, après analyse des offres, le marché sera attribué par l'envoi d'un courrier via la plate-forme "PLACE" informant le candidat de la décision de l'organisme.

A cette occasion, les pièces administratives énoncées ci-après (éventuellement manquantes) seront demandées. Il sera demandé au candidat de bien vouloir les indexer de la manière suivante :

Nom indexé	Document	Descriptif
AE	Acte d'engagement	Ce document doit être dûment signé par une personne habilitée et conforme à l'offre remise.
Les documents prévus aux articles R2143-6 à R.2143-10 du décret du 3 décembre 2018, soit :		
Att_fisc	Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Att_URSSAF	Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Att_honn	Attestation sur l'honneur	Justifiant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir
Sal_etranger	La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail.	Conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail pris en application de l'article L8254-1. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
Jugement_redr	La copie du jugement en cas de redressement judiciaire	
Att_assur	L'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances	Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance.
-Documents mentionnés à l'article D8222-5 du nouveau Code du travail :		
SIREN	Le numéro unique d'identification SIREN pour vérification auprès de l'annuaire des entreprises Ou,	
Carte_id_metier	Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, Ou,	
Preuve_RCS	Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, Ou,	
Recepisse	Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.	

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée. Dans ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement

jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément à l'article R.2144-7 du décret du 3 décembre 2018.

Si l'attributaire provisoire a fourni ces justificatifs à l'appui de sa candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution.

5.5. Information des candidats rejetés :

Le pouvoir adjudicateur, dès qu'il a fait son choix sur les candidatures ou sur les offres, avise via plate-forme "PLACE" tous les candidats du rejet de leur candidature ou de leur offre, en indiquant les motifs de ce rejet, conformément à l'article R.2181-3 du décret du 3 décembre 2018.

5.6. Notification :

Le contrat n'est valable qu'après signature par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône. La notification est formalisée par l'envoi d'un courrier via plate-forme "PLACE".

6. MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le mode de règlement des prestations choisi par l'acheteur est le virement.

En vertu de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou par l'organisme bénéficiaire ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constater par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme bénéficiaire.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R.2191-45 et suivants du décret du 3 décembre 2018.

Le marché est financé par des fonds locaux et/ou nationaux.

7. VOIES DE RECOURS

Si le candidat estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes :

- Introduction d'un référé précontractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché.
- Introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion de l'accord-cadre.

Auprès du greffe de la juridiction suivante :

Tribunal judiciaire de Marseille
6 rue Joseph Autran
13006 Marseille
Téléphone : 04 91 15 50 50
E-mail : tj-marseille@justice.fr

Les recours relatifs à la passation des marchés peuvent s'exercer dans les cas et les conditions prévues par l'ordonnance du 7 mai 2009 et par le décret n°2009-1456 du 27 novembre 2009 relatifs aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Les référés visés sont le référé précontractuel et le référé contractuel. Les modalités d'instruction des référés sont définies par les articles 1441-1, 1441-2, 1441-3 du code de procédure civile, et par les articles L211-14 et R213-5-1 du code de l'organisation judiciaire.